

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 32 du 03.08.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Libye" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Résistance

Paroles & action du président Kadafi

Kadhafi réaffirme sa détermination à vaincre l'OTAN.

Tiré à part :

Véronique Kiesel : Et une nouvelle plainte contre l'Otan, une !

La liquidation du 'chef militaire' des rebelles libyens : un coup dur pour l'Otan.

Les massacres cachés des avions de l'Otan.

Au jour le jour

France

Juppé décide de mettre Kadhafi à la pension...

Grande-Bretagne

Londres s'empare des avoirs libyens pour aider les rebelles.

Otan

L'OTAN bombarde des sites à Tripoli, Syrte, Khomes et Brega.

Raids aériens de l'OTAN contre des villes libyennes

L'OTAN menace de bombarder les sites civils utilisés par les pro-Kadhafi.

L'OTAN a bombardé, lundi, un petit hôpital et tue 4 civils et 9 rebelles -

L'OTAN bombarde un check-point de contrôle de circulation en Libye.

L'Otan détruit des antennes de télévision à Tripoli.

Bombardements contre Tripoli au premier jour de Ramadan .

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo - Thierry Maysan - La recolonisation de l'Afrique a déjà commencé

1-2 Méthode Coué Qui contrôle le port de Brega ?

Otan

Raid sur la TV libyenne.

2 Les brèves

2-1 France

2-1-2 Alexandre Duyck: La Libye coute 1,2 million d'euros par jour a la France...

2-2 Grande-Bretagne

3 Dossier

3-1 L'inquiétante fragilité de l'opposition libyenne.

3-1 France

3-1-1 Alexandre Duyck : Pres-de-cinq-mois-apres-le-debut-de-l-offensive-en-Libye-Kadhafi-est-toujours-la...

3-1-2 Le nouveau maillage de la Françafrique.

3-1-3 Eva R-sistons : France : Guerre humanitaire ou "sale" pour la domination du monde.

3-1-4 Gilles Munier : Guerre de Libye: du sang sur les mains des députés français.

3-1-5

Gilles Munier : Libye : les déboires de Sarkozy ne font que commencer

3-2 Grande-Bretagne

3-2-1 La GB expulse tous les diplomates libyens en poste à Londres .

3-3 Otan

3-3-1 L'Otan perd des forces en Libye

3-3-2 Allain Julles : Le nouveau plan diabolique de l'Otan.

Résistance

Paroles & action du président Kadafi

Kadhafi réaffirme sa détermination à vaincre l'OTAN.

Le leader libyen, Mouammar Kadhafi, a affirmé que la poursuite des bombardements de l'OTAN accroîtra la volonté de défi et d'entêtement du peuple libyen, ainsi que sa constance, son courage et sa foi en son droit à la vie.

Dans un discours adressé à des foules de Libyens réunis à Zliten (dans l'ouest du pays), retransmis mercredi soir par la télévision libyenne, le guide Kadhafi a déclaré que ses compatriotes ont décidé de vivre sur leurs terres libres, en sécurité et qu'ils vaincront l'OTAN.

Il a appelé les Libyens à marcher sur le Jabal Al-Gharbi et à le libérer.

«N'eût été la protection des avions des croisés, les lâches et les traîtres ne pourront pas déployer des troupes au sol sur le Jabal Al-Gharbi», a-t-il dit.

«Nous n'avons pas peur des avions des croisés. Nous les défions au-dessus du sol et nous payerons n'importe quel prix qu'ils voudront, avec nos vies, nos enfants et nos femmes afin de vaincre l'ennemi», a ajouté le leader libyen.

Il a souligné que les groupes armés, qui ont pris le contrôle du Jabal Al-Gharbi, n'ont aucun avenir, les invitant à déposer les armes et à se rendre ou à faire face à la mort.

Il a affirmé que le peuple libyen marchera pour la libération de ces régions.

29/07/2011

<http://www.afriquejet.com/securite-defense-protection-2011072919446.html>

Tiré à part :

Véronique Kiesel : Et une nouvelle plainte contre l'Otan, une !

L'avocat français du colonel Kadhafi, Me Marcel Ceccaldi, prépare avec un collègue belge, Me Ghislain Dubois, de nouvelles actions judiciaires contre l'Otan au nom des victimes des bombardements menés dans le cadre de la guerre en Libye.

Et une nouvelle plainte contre l'Otan, une ! Ce jeudi, deux avocats, un Belge et un Français, vont, suivant leur communiqué, « rendre publiques à Bruxelles les actions judiciaires qu'ils mènent et vont mener contre l'Otan au nom des victimes des bombardements dans le cadre de la guerre en Libye ». Nombreux sont en effet les citoyens qui s'émeuvent de la longueur de l'offensive menée par l'Otan contre la Libye, commencée il y a cinq mois, et des inévitables victimes civiles. Selon les autorités libyennes, sept personnes ont encore été tuées lundi dans un raid de l'Otan contre un petit hôpital à Zliten, à 150 km à l'est de Tripoli (bnotre photo). Et l'Otan vient d'avertir ce mardi qu'elle bombarderait tout site civil, industriel ou agricole en Libye qui serait utilisé à des fins militaires par les troupes de Kadhafi, tout en prenant « **les plus grandes précautions** » pour éviter les pertes civiles. On ne connaît pas encore le contenu de ces nouvelles plaintes, qui devraient porter sur les victimes civiles faites par l'Otan, mais elles semblent émaner du régime libyen. L'avocat français qui va présenter ces plaintes, Me Marcel Ceccaldi, est en effet l'avocat du colonel Kadhafi lui-même. Le 4 juillet, Me Ceccaldi avait demandé au procureur de la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête sur les crimes commis par l'Otan en Libye.

Dans ce courrier, l'avocat indiquait que « l'Otan, sous l'impulsion, le commandement et l'égide des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni, commet intentionnellement » des crimes de guerre. La CPI a par ailleurs lancé des mandats d'arrêt contre Kadhafi et un de ses fils. Mais l'avocat avait écrit au procureur qu'il avait compétence et autorité pour « engager des poursuites en vertu du mandat que vous a confié le Conseil de sécurité contre des "chefs militaires et autres supérieurs hiérarchiques" des Etats membres de l'Otan ». Selon lui, ces poursuites devraient viser le président français Sarkozy et son homologue américain Obama.

Me Ceccaldi est également l'avocat de l'ancien président de Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo. Avec son confrère Jacques Vergès, il s'était vu refuser l'entrée sur le territoire ivoirien en mai dernier. Ils venaient défendre M. Gbagbo, qui avait été arrêté le 11 avril, mais ne disposaient pas de visa d'entrée valable. Et l'année dernière, Me Ceccaldi officiait également comme avocat de Dadis Camara, qui avait pris le pouvoir en Guinée après la mort du président Lansana Conte, et que certains soupçonnent d'être impliqué dans la répression d'une manifestation à Conakry, en septembre 2009, qui avait fait 157 morts.

Aïcha Kadhafi, fille de Mouammar Kadhafi, avait déjà déposé début juin plusieurs plaintes contre l'Otan, l'accusant d'avoir tué le plus jeune des fils de Kadhafi, Seif al-Arab, 29 ans, et trois de ses petits-enfants, ainsi que des amis et voisins, lors d'un raid le 30 avril. On savait qu'une de ces plaintes, déposée à Paris, avait été classée sans suite le 30 juin. Mais nous venons d'apprendre que la justice belge s'est déclarée incompétente pour le même type de plainte qui avait été déposée à Bruxelles. Le dossier a donc été classé et les avocats en ont été informés. Cette plainte-là se basait sur la loi de compétence universelle, l'Otan ayant son siège à Bruxelles.

L'avocat belge qui expliquera ce jeudi les nouvelles actions en justice, Me Ghislain Dubois, du Barreau de Liège, nous a expliqué que les nouvelles plaintes ne seraient pas basées sur la compétence universelle, mais que la justice belge devrait être compétente puisque le siège de l'Otan est en Belgique et qu'elle viole le mandat de l'ONU. Me Dubois est notamment l'avocat du député européen français Bruno Gollnisch (Front national).

L'ancien président sud-africain formel : "L'Afrique doit se dresser contre l'Occident"

Véronique Kiesel

AP

La liquidation du 'chef militaire' des rebelles libyens : un coup dur pour l'Otan.

L'impasse militaire dans laquelle se trouve le conflit libyen, plus de quatre mois après le début de l'intervention occidentale, risque de se compliquer davantage pour les forces de l'Otan après l'élimination du chef des rebelles, le général-major Abdelfattah Younes, dans des conditions qui restent à élucider. Si sur un plan strictement militaire, cette élimination ne devrait pas changer grand-chose dans la stratégie de l'Otan en Libye, en revanche, elle risque de rendre encore plus étroite la marge de manœuvre politique des capitales occidentales impliquées dans le conflit.

Cela fait déjà quelques semaines que les dirigeants occidentaux se sont rendus à l'évidence que la rébellion était incapable de prendre militairement Tripoli malgré l'armement reçu, la couverture aérienne des forces de l'Otan et la présence à l'Est du pays de conseillers militaires et de barbouzes occidentaux. La déception des capitales occidentales qui pariaient sur un effondrement rapide du régime de Kadhafi ne les a pas pour autant ramenées à la raison.

La feuille de route de l'Union africaine appelant à un cessez-le-feu immédiat sous surveillance internationale suivi d'un dialogue politique inter-libyen en vue d'organiser une transition démocratique dans le cadre de la préservation de l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Libye, est superbement ignorée même si les capitales occidentales font croire

qu'elles planchent sur une « issue politique » à la crise libyenne. Les discours diplomatiques sont vite suivis de l'intensification de la pression militaire sur les forces loyalistes.

L'évolution de la donne militaire sur le terrain et le dynamisme de la diplomatie sud-africaine, qui a réussi à arracher à Kadhafi son effacement du futur dialogue politique et donc de la future reconfiguration de la scène politique libyenne, n'ont malheureusement pas réussi à convaincre les puissances occidentales de la nécessité de privilégier une solution politique au conflit. En revanche, ils ont fini par démasquer le jeu perfide de ces puissances que les médias à la solde du capital et des pétromonarchies du Golfe ont cherché à draper sous des oripeaux humanitaires alors que la guerre menée par l'Otan apparaît de plus en plus comme une guerre menée en violation flagrante des résolutions onusiennes 1970 et 1973. En effet, l'objectif n'est plus la protection de la population civile par l'interdiction aérienne de toute avancée des troupes de Kadhafi mais bien une offensive militaire assurant la protection aérienne de forces rebelles soutenues par des puissances étrangères en vue d'un changement de régime politique, ce qui constitue en soi une violation flagrante de la Charte des Nations-unies.

Sarkozy et Juppé ne ratent aucune occasion pour prétendre que si la France et ses alliés n'étaient pas intervenus, Kadhafi aurait massacré la population de Benghazi. A supposer que cela ait été à un moment vrai, pourquoi n'arrêtent-ils pas la guerre maintenant puisque la réalité du terrain, après cinq mois de guerre fratricide et de bombardements occidentaux, recommande que les Libyens doivent se mettre autour d'une table pour trouver une solution politique consensuelle qui garantisse leur autodétermination politique sans ingérence étrangère ? En fait, à chaque fois que les tentatives de médiation- africaine, turque, russe et autres- semblent se rapprocher d'un cessez-le-feu, les capitales occidentales, surtout Paris, font pression sur leurs marionnettes de Benghazi pour les amener à rejeter l'offre de négociations.

Nouvelle tactique de l'Otan

Et pour cause. Les puissances occidentales sont allées trop loin dans leur guerre contre le régime de Kadhafi pour permettre aux gens de Benghazi de s'arranger avec les gens de Tripoli qui restent fidèles au régime de Kadhafi. Ces puissances savent que toute solution qui reviendrait à marginaliser le CNT ou à laisser la part trop belle aux gens de Tripoli risque de leur coûter cher, stratégiquement et économiquement parlant, dans le futur. La reconnaissance du CNT comme « autorité gouvernementale » par les puissances occidentales au moment même où ces dernières arrivent à la conclusion de son impuissance militaire, outre qu'elle s'apparente à un holdup financier à main armée, n'est pas le moindre des paradoxes de cette guerre.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la nouvelle orientation tactique des opérations militaires de l'Otan en Libye. Cette nouvelle orientation prend acte de l'impasse militaire sur le terrain comme l'a avoué, la semaine dernière, lors de sa dernière conférence de presse avant son départ à la retraite, le chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen. Elle consiste essentiellement à intensifier la pression militaire contre Tripoli dans l'espoir de provoquer un soulèvement populaire contre le régime de Kadhafi. Les frappes ciblant des bâtiments civils et l'embargo humanitaire qui frappe Tripoli et sa région, ne sont pas un hasard ni un résultat collatéral de la guerre mais des actes délibérés de violation du droit international humanitaire en vue de pousser la population à se soulever contre le régime.

Les stratèges de l'Otan sont arrivés à cette nouvelle tactique après s'être rendus à l'évidence que les troupes rebelles ne viendront pas à bout des forces loyalistes dont la combativité- inattendue par les Occidentaux- prouve chaque jour davantage qu'elles ne se battent pas tant pour Kadhafi que pour des raisons tribales, régionales et/ou patriotiques plus fortes. Cette conclusion a été tirée il y a quelques semaines alors que le Général-major Abdelfattah Younes dirigeait encore l'armée hétéroclite des rebelles. Son unité appelée « Saiqa » était considérée comme l'unité la plus professionnelle et la mieux aguerrie au sein d'une armée composée en majorité de miliciens inexpérimentés. Qu'en sera-t-il maintenant qu'il a été liquidé avec ses deux adjoints dans une opération qui a tout l'air d'un guet- apens tendu par une fraction rivale au sein de la rébellion de Benghazi ?

Mauvaises perspectives pour l'Otan

Les premiers indices qui ont suivi l'annonce de la mort du général Younes ne sont guère rassurants pour les capitales occidentales. Les hommes de la « Saiqa » ont quitté leurs postes à l'entrée du port pétrolier de Bréga et ont foncé vers Benghazi où ils auraient échangé des coups de feu avec d'autres rebelles de la capitale de l'Est. Mais le plus grave est que la puissante tribu des Obeidi dont était originaire le général Younes semble avoir mal pris la nouvelle de son élimination et ne paraît guère croire la version de son assassinat par des agents de Kadhafi, version qui n'a même pas été retenue par le CNT dont le président a fait endosser l'assassinat par une fraction « incontrôlée. » En effet, il est de notoriété publique que le général Younes n'avait pas que des amis parmi la rébellion de Benghazi.

Une partie du CNT lui reprochait son passé au sein du régime. Compagnon de la première heure de Kadhafi, il a été notamment chef des forces spéciales durant de longues années avant d'occuper les postes de ministre de la défense et de l'intérieur. Même s'il avait rejoint la rébellion dès les premiers jours, certains n'hésitaient pas à voir en lui un « agent double ». Les motifs de sa convocation par une commission judiciaire à Benghazi n'étaient pas clairs. Officiellement, il s'agissait de l'interroger sur les raisons de l'enlisement de la rébellion sur le front de Bréga qu'il dirigeait personnellement. D'autres sources affirment qu'il devait être interrogé à propos de contacts secrets qu'il aurait eus avec le régime de Kadhafi. Cette dernière version paraît assez plausible puisqu'il aurait été intercepté et tué sur le chemin, avant d'arriver sur le lieu où il devait être interrogé.

L'élimination du général Younes risque dans ces conditions de raviver les luttes intestines au sein d'un groupement hétéroclite composé d' « islamistes », de « libéraux », de « monarchistes », un groupement d'incapables infiltrés par des agents du MI5, de la CIA et du Mossad et porté à bout de bras par des puissances étrangères qui risquent de se retrouver plus tôt que prévu devant une guerre civile politico-tribale ouverte sur tous les scénarios possibles, y compris celui qui verrait des radicaux affiliés à la nébuleuse d'Al Qaida se mettre de la partie avant le coup d'envoi du sifflet de l'arbitre américain ! On comprend dans ces conditions l'inquiétude qui s'est emparée des capitales occidentales après cet assassinat. Le Département américain a rappelé qu'il s'agit d'un coup dur porté à la rébellion et a invité les composantes de cette dernière à la solidarité et à l'union.

En effet, le scénario d'une guerre politico-tribale dans laquelle seraient impliqués les bataillons d'Al Qaida, s'il était peut-être savamment calculé par les apprentis-sorciers qui arment et entraînent aujourd'hui les « Chabab » dans un agenda aux contours et au timing flous pour mieux les utiliser comme épouvantail dans l'après-Kadhafi en vue de justifier une intervention permanente et une base de l'Africom dans le désert libyen, risque aujourd'hui de devenir un malheureux boulet aux pieds de l'Otan.

En effet, la précipitation de la perspective d'une guerre politique et tribale dans le tiers oriental du pays contrôlé par la rébellion et ses sponsors occidentaux – avant la chute du régime de Kadhafi- risque de contrarier des plans déjà mis à mal par la précipitation et l'interférence électrique d'intérêts et de parties fort divergents. D'une part, elle pourrait ouvrir les yeux à la population libyenne sur les risques de guerre fratricide et de désordre qui l'attendent au cas où le CNT arrivait au pouvoir et favoriser son retournement contre les faux « libérateurs » de Benghazi dont les violations des droits de l'Homme ont fini par alerter même le très conservateur sénateur républicain John McCain qui a invité fermement ses amis du CNT à cesser ce genre de dépassements sous peine de s'aliéner le soutien américain et atlantique !

D'autre part, cette sombre perspective risque de donner du grain à moudre aux forces libyennes, africaines et internationales qui militent en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et d'une solution politique fondée sur le dialogue inclusif inter-libyen. Avant qu'il ne soit trop tard.

Texte de Mohamed Tahar Bensaada, tiré du site [Oumma](http://www.oumma.com).

Résistance - Communauté : [Parti Communiste Français](http://www.resistance-politique.fr/)

<http://www.resistance-politique.fr/>

Les massacres cachés des avions de l'Otan.

TÉMOIGNAGES POIGNANTS DE DEUX JEUNES LIBYENS

C'est sous un déluge de bombes que le citoyen libyen accueille chaque nuit, la peur au ventre, dans l'attente d'une fatale explosion.

Ils ont respectivement 28 et 30 ans. Ils s'appellent Abdelmalek Al Aqari et Ismaïl Al Gharyane. L'un est médecin et l'autre ingénieur en télécommunications. Ces deux jeunes Libyens, qui ont échappé à l'enfer des bombardements de l'Otan, nous ont fait part de leurs témoignages poignants sur les atrocités et le déluge de feu que crachent les avions des coalisés quotidiennement, jour et nuit sur leurs têtes. Abdelmalek et Ismaïl suffoquent. Choqués à jamais par les spectacles atroces, ils ne trouvent pas les mots pour exprimer leur douleur en voyant cet acharnement meurtrier contre la population civile. «On est fatigués, lessivés et surtout inquiets. On n'oubliera jamais ces images d'enfants carbonisés, ces femmes massacrées et ces vieillards brandissant des rameaux d'oliviers, partis en direction de Benghazi dans le but de mener une mission de réconciliation et de paix. Ils furent bombardés par l'Otan», témoignent-ils avec un courage admirable et réprimant leurs larmes. Des images pleines d'horreur que l'Occident cherche à dissimuler ou à brouiller par une terrible campagne d'intox assumée avec un zèle extrême par Al Jazeera en ce qui concerne le Monde arabe. Face à une telle situation, Abdelmalek s'est tout de suite rendu compte de l'urgence d'une réaction populaire libyenne afin de rétablir les vérités occultées par la manipulation.

«L'Otan ne cible pas uniquement des positions militaires, mais civiles aussi, vous appelez ça une protection de la population?», racontent les deux jeunes Libyens. «C'est horrible ce qui se passe et on cherche à nous faire accepter les boniments racontés par la propagande et cette histoire créée de toutes pièces qui veut faire croire au monde que le CNT et son aile armée luttent pour une Libye plus démocratique», ajoutent-ils avant de s'interroger sur cette «démocratie qui se construit sur un génocide, qui détruit des écoles, des aéroports, des hôpitaux et les réserves alimentaires? Franchement on n'en veut pas». L'intervention étrangère fut, à leurs yeux, un prétexte pour bloquer l'aboutissement à une solution. Ce qui n'était qu'un incident au départ survenu pour quelques revendications, s'est transformé subitement en un cauchemar en trois dimensions pour les Libyens. «Désormais, c'est sous un déluge de bombes que le citoyen libyen accueille chaque nuit, la peur au ventre, dans l'attente d'une fatale explosion».

On cherche les victimes après le déluge

Ils racontent non sans douleur comment «le matin, on cherche à savoir combien d'innocents ont disparu et combien il y a de blessés. Parmi les corps sans vie, une mère, une épouse une soeur cherchent les siens. Parfois, elles sont soulagées, mais souvent, c'est un enfant, un époux ou un frère qui disparaissent à jamais». Les visages marqués par une rude épreuve à laquelle ils ne s'attendaient pas, les traits tirés qui expriment une grande tristesse caractérisent nos témoins. Nos deux interlocuteurs reviennent longuement sur les débuts des événements pour rappeler qu'en 1996, de graves violences sont survenues à l'intérieur d'une prison à Benghazi entre la police et les détenus. Ce qui a occasionné la mort de 1500 prisonniers. Ces deux jeunes comme des milliers d'autres en Libye espéraient un avenir radieux après des études brillantes dans des universités londoniennes. Ils rêvaient d'une belle carrière dans n'importe quel pays arabe, particulièrement en Libye où les cadres universitaires étaient considérés il y a peu de temps, comme une catégorie privilégiée. C'était le rêve de ces deux jeunes, comme tant d'autres Libyens écrasés par les bombardements de l'Otan. En effet, Abdelmalek Al Aqari et Ismaïl Al Gharyane voient filer leur espoir depuis que leur pays a été plongé dans l'enfer de la guerre. Il y a six mois seulement, ces deux Libyens, rencontrés récemment à Constantine, menaient une vie paisible et sans problèmes majeurs. Ils se permettaient le luxe de rêver. Et pourquoi pas lorsqu'on sait qu'avant le chaos annoncé par l'Otan et ses satellites, la Jamahiriya était l'un des rares pays arabes qui pouvaient s'enorgueillir d'avoir répondu intelligemment à la question de la répartition des richesses.

Un jeune Libyen sur deux avait la chance d'étudier dans les plus prestigieuses universités européennes. Pour cette année et rien qu'en Grande-Bretagne, ils sont plus de 5000 Libyens à poursuivre des études supérieures au Royaume-Uni.

28/07/2011

Au jour le jour

France

Juppé décide de mettre Kadhafi à la pension...

Pour Juppé c'est la retraite

"L'une des hypothèses envisagées, c'est qu'il (Kadhafi) séjourne en Libye, mais à une condition, c'est que très clairement il se mette à l'écart de la vie politique libyenne. C'est ce que nous attendons avant de déclencher le processus politique du cessez-le-feu".

Pas sûr que la déclaration d'Alain Juppé sur LCI ce mercredi ne fasse vaciller le leader libyen, toujours accroché au pouvoir.

Dans un entretien au journal Sud-ouest, le chef de la diplomatie française déclarait il y a peu : "L'idée que Kadhafi doit partir est désormais admise par tout le monde... Même s'ils ne le disent pas ouvertement, la majorité des pays africains ont compris que Kadhafi devait s'écarter du pouvoir. La question n'est pas de savoir s'il doit partir, mais quand et comment".

La nuance est donc subtile. Il doit quitter la vie politique mais pourrait rester en Libye. "Le cessez-le-feu passe par l'engagement formel et clair de Kadhafi à renoncer à ses responsabilités civiles et militaires", explique ainsi Alain Juppé. Mais l'éventualité d'un tel maintien du colonel libyen dans le pays, supposerait qu'il ne soit pas livré à la Cour pénale internationale (CPI). Elle a pourtant délivré un mandat d'arrêt contre lui pour crimes contre l'humanité.

Sur le terrain, le ministre a estimé que les choses progressaient, tout en reconnaissant "qu'il n'y a pas encore de basculement spectaculaire". Concernant de présumées négociations avec des émissaires du régime actuellement en France, il a assuré : "Non, il n'y a pas en ce moment à Paris de contacts." Un des fils de Kadhafi, Saïf al-Islam Kadhafi, avait affirmé que des négociations directes étaient engagées entre le régime de son père et Paris.

Ce mercredi, l'ambassadeur libyen à Moscou Amir Ali Gharib a indiqué de son côté dans une interview au journal Moskovskié Novosti :

"L'avenir politique de notre pays est une affaire intérieure de la Libye. Aucun état étranger n'a le droit de s'ingérer dans nos affaires". Et de poursuivre : "Mouammar Kadhafi n'a pas l'intention de quitter le pays et ne discute d'aucune proposition en ce sens". Une interview qui précède la rencontre du ministre des Affaires étrangères du colonel libyen avec son homologue russe Sergueï Lavrov à Moscou ce mercredi.

Alain Juppé a par ailleurs assuré qu'il avait "entendu à Istanbul (lors la réunion du groupe de contact sur la Libye vendredi) plusieurs responsables de pays arabes musulmans dire que rien ne s'opposait à la poursuite des opérations militaires pendant le ramadan" qui commence début août.

Les contacts diplomatiques se multiplient pour trouver une issue à la crise libyenne dans laquelle l'Otan est engagée. Quatre mois après le début des frappes aériennes qui devaient entraîner la chute du régime, Kadhafi semble indéboulonnable.

Ces informations sont rapportées différemment par Maurizio Matteuzzi **dans** *il manifesto* d'aujourd'hui : voir pièce jointe et/ou <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=25710>

Grande-Bretagne

Londres s'empare des avoirs libyens pour aider les rebelles.

28/07/2011

Le Royaume-Uni est prêt à remettre les avoirs d'une compagnie pétrolière libyenne au Conseil national de transition (CNT), a annoncé mercredi à Londres le chef de la diplomatie britannique, William Hague.

"Nous sommes toujours à la recherche de moyens pour soutenir le peuple libyen dans le cadre des restrictions imposées par l'Onu (...).

A la demande de la société pétrolière libyenne Arabian gulf oil company, le Royaume-Uni est prêt à débloquer ses avoirs qui se chiffrent à 91 millions de livres", a indiqué M.Hague.

"Cette société opère sous le contrôle du CNT et nous sommes sûrs que ses activités ne vont pas bénéficier à une entité soumise aux sanctions", a expliqué M.Hague.

Mercredi 27 juillet, Londres a reconnu le CNT en tant que gouvernement libyen légitime avant d'expulser tout les diplomates libyens résidant dans le pays.

<http://fr.rian.ru/world/20110727/190278547.html>

Otan

L'OTAN bombarde des sites à Tripoli, Syrte, Khomes et Brega.

Les avions de l'OTAN ont intensifié dans la nuit de vendredi à samedi le survol de l'espace aérien de la capitale libyenne, après près de deux semaines de calme relatif. Le vrombissement des avions de chasse a été entendu aux premières heures de ce samedi au dessus de Tripoli, suivi par une série de fortes explosions dont l'écho a retenti dans les différents secteurs de la ville. La télévision libyenne a annoncé, citant un porte-parole militaire, que les avions de l'OTAN ont bombardé, samedi à l'aube des sites dans Tripoli et ont visé la résidence du dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, à Bab-Al-Aziziya au cœur de la capitale.

Selon un porte-parole militaire libyen, les avions de l'OTAN ont bombardé vendredi des sites militaires et civils à Syrte, à 450 km à l'Est de Tripoli, et à Khomes, à 120 km environ à l'Est de la capitale, causant, d'après la même source, d'énormes pertes humaines et matérielles.

Par ailleurs, le directeur général de la société libyenne 'Al-Nahr' de fabrication de conduites d'eau, Abdelhakim Choueihdi, a indiqué que l'OTAN avait bombardé l'usine de Brega qui produit les conduites du Grand fleuve artificiel.

Il a ajouté que le bombardement de cette usine constituait une menace directe pour l'approvisionnement en eau potable et d'irrigation de la Libye et avait des effets négatifs sur l'environnement et les systèmes agricoles dans le pays, en raison de l'importance que représentent les eaux du réseau hydrographique du Grand fleuve qui couvre près de 4500 km.

Il a indiqué que l'usine ciblée fournissait les conduites drainant l'eau des nappes phréatiques aux principaux réservoirs, ainsi que les conduites des réseaux d'alimentation et de distribution d'eau.

Cette usine, construite sur une superficie de 6 km², a commencé la production en 1986 et a fabriqué jusqu'à présent environ 250 mille conduites et emploie quelque 2000 personnes.

Le leader Mouammar Kadhafi a, ce sujet, adressé, vendredi un message aux membres du Conseil de Sécurité ne participant pas aux opérations militaires contre la Libye.

Il a accusé l'OTAN d'avoir décidé l'assassinat en masse de tout le peuple libyen en ciblant sa seule source d'eau et dans laquelle, il a investi des milliards.

Le leader libyen s'est interrogé sur la relation entre cette usine et la protection des civils, soulignant que 'l'Alliance atlantique a utilisé le prétexte de protection des civils pour tuer des civils en Libye par le biais de bombes, en les affamant, en les assoiffant et en perturbant la vie publique'.

Il a appelé les membres du Conseil de Sécurité 'à assumer leurs responsabilités internationales et morales et à arrêter les opérations militaires de l'OTAN, qui, selon lui, a dépassé toutes les qualifications.

Pana

24/07/2011

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/libye/libye:-l%E2%80%99otan-bombarde-des-sites-a-tripoli,-syrte.-khomes-et-brega-2011072319007.html>

26-07

L'OTAN a accentué ses frappes sur cette zone. Selon les comptes rendus quotidiens de l'Alliance, elle a touché plusieurs dizaines de cibles militaires depuis mercredi.

Christine Lopez

Source : le Quotidien du Peuple en ligne

26.07.2011

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?breve581>

Raids aériens de l'OTAN contre des villes libyennes

L'Alliance atlantique a mené lundi soir, un raid aérien contre des sites civils situés dans des quartiers résidentiels de la ville de Bir Al-Ghanem, dans la région de Zaouia (40 km environ à l'ouest de Tripoli) et à Abu Arguoub et à Jeffra (600km au sud-ouest de Libye), a annoncé la télévision libyenne citant un porte-parole militaire.

La même source a indiqué que ces bombardements ont provoqué la mort de plusieurs civils.

Diffusant des images des sites bombardés, la télévision libyenne a rapporté le témoignage d'un habitant de Bir Al-Ghanem dont la maison a été touchée par le raid dans lequel il affirme qu'un missile a transpercé son domicile de part en part.

Il a indiqué que tous les bâtiments du voisinage sont des habitations civiles, affirmant que l'OTAN bombarde des cibles civiles.

D'un autre côté, un responsable local a indiqué que les raids ont également ciblé un centre vétérinaire et un bâtiment administratif offrant des services aux citoyens dans la ville de Bir Al-Ghanem.

Un porte-parole militaire a, rappelle-t-on, indiqué que l'OTAN a bombardé une usine d'engins à Khomes (est de Tripoli) causant sa destruction totale.

Pana

27/07/2011

<http://www.afriquejet.com/raids-aeriens-otan-libye-2011072719244.html>

L'OTAN menace de bombarder les sites civils utilisés par les pro-Kadhafi.

[Le 26 juillet, lorsque le Monde-AFP publie cette 'menace', l'Otan a pourtant déjà bel et bien bombardé une série de sites et d'infrastructures indiscutablement civils.]

Cette "menace" sert juste de justifications a posteriori : exactement comme les alliés israéliens, l'Otan peut bombarder n'importe quelle cible civile ; si ça se remarque trop, ce sera parce que les Méchants utilisent militairement des installations civiles. Qui les contredira?]

L'OTAN a prévenu, mardi 26 juillet, qu'elle bombarderait tout site civil utilisé à des fins militaires par les troupes loyales au dirigeant libyen. "Les forces pro-Kadhafi utilisent de plus en plus souvent des installations qui avaient au départ un usage civil", comme des étables, des bâtiments agricoles, des entrepôts ou des usines, a expliqué le porte-parole de l'opération "Protecteur unifié", le colonel canadien Roland Lavoie. Une cimenterie d'où les loyalistes tiraient avec un lance-roquettes a récemment été frappée.

Lundi, les autorités libyennes avaient conduit des journalistes à Zliten, ville dans le viseur des rebelles, à 150 kilomètres à l'est de la capitale, pour montrer un petit hôpital détruit, dans lequel sept personnes ont péri selon Tripoli, et un dépôt de produits alimentaires en feu à cause de frappes de l'OTAN. L'Alliance atlantique "prend les plus grandes précautions", en particulier dans sa collecte d'informations, avant de bombarder des objectifs, de manière à éviter des pertes civiles, a assuré le colonel Lavoie.

LEMONDE.FR avec AFP |

26.07.11

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/07/26/l-otan-menace-de-bombarder-les-sites-civils-utilises-par-les-pro-kadhafi_1553116_3212.html

« Cette démarche était indispensable, car "Kadhafi se servait de ses interventions télévisées pour instiller la haine entre les Libyens et mobiliser ses partisans" »

Ben voyons.

Exactement la même justification avait été servie lors du bombardement des bâtiments la TV yougoslave à Belgrade en 1999.

Question "distiller la haine", et mobiliser la population au faveur de la guerre, aujourd'hui contre la Libye, la tv libyenne pourrait difficilement faire mieux que RTL, RTBF, TF1 et tous les autres : l'Otan accepte-t-elle qu'ils soient considérés, demain, comme des objectifs militaires?

"Le 17 mars dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1973 instaurant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye" souligne RIA Novosti : Bien évidemment, le bombardement d'antennes de télévision fait partie de la résolution...

A propos de zone d'exclusion, les "rebelles" de l'Otan en sont par ailleurs dispensés : cf la dépêche de l'AFP ci-dessous

L'OTAN a bombardé, lundi, un petit hôpital et tue 4 civils et 9 rebelles -

L'OTAN a bombardé, lundi, un petit hôpital à Zliten, à 150 kilomètres à l'est de Tripoli, faisant au moins sept morts, ont dénoncé les autorités libyennes, a rapporté AFP.

Les autorités ont conduit des journalistes accrédités à Zliten, une ville de 200.000 habitants.

Les journalistes ont pu voir un bâtiment complètement détruit, avec le croissant rouge à l'entrée et des produits pharmaceutiques, un brancard, des gants, des bouteilles d'oxygène éparpillées.

Source : le Quotidien du Peuple en ligne

26.07.2011

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?breve581>

26-07

L'OTAN a accentué ses frappes sur cette zone. Selon les comptes rendus quotidiens de l'Alliance, elle a touché plusieurs dizaines de cibles militaires depuis mercredi.

Christine Lopez

Source : le Quotidien du Peuple en ligne

26.07.2011

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?breve581>

L'OTAN bombarde un check-point de contrôle de circulation en Libye.

Les avions de l'OTAN ont poursuivi, mercredi soir, leurs opérations en Libye où le vrombissement des avions de chasse a été étendu dans le ciel de la capitale libyenne, Tripoli.

La télévision libyenne a indiqué, citant une source militaire, que les avions de l'OTAN avaient bombardé plusieurs sites dans la ville de Mizda, à 160 km au sud-ouest de Tripoli, dont un check-point de la circulation routière.

Ce bombardement aurait tué trois personnes, blessé plusieurs autres et causé la destruction de voitures qui étaient soumises à un contrôle à ce check-point.

Pana 29/07/2011

<http://www.afriquejet.com/securite-militaire-2011072919429.html>

L'Otan détruit des antennes de télévision à Tripoli.

L'aviation de l'Otan a détruit trois antennes de transmission par satellite de la télévision libyenne à Tripoli afin de "réduire le colonel Kadhafi *au silence*", a annoncé samedi l'agence Reuters.

Selon le porte-parole de l'Alliance, le colonel Roland Lavoie, cette démarche était indispensable, car "Kadhafi se servait de ses interventions télévisées pour instiller la haine entre les Libyens et mobiliser ses partisans".

Cependant, souligne Reuters, malgré ces frappes aériennes, la télévision publique libyenne continue de fonctionner.

Le 17 mars dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1973 instaurant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. L'Alliance atlantique a utilisé ce document pour intervenir aux côtés des rebelles.

30 juillet –
RIA Novosti

Bombardements contre Tripoli au premier jour de Ramadan

- L'OTAN a poursuivi, lundi, premier jour de Ramadan en Libye, ses raids aériens contre la capitale libyenne, Tripoli, a annoncé la télévision libyenne, citant un porte-parole militaire.

La même source a indiqué que les avions de l'OTAN ont bombardé Tajoura (banlieue est de Tripoli) sans donner des détails sur la nature des sites visés ni faire état de victimes ni de dégâts causés par ce raid.

Le porte-parole militaire a indiqué dans son commentaire que l'Alliance atlantique 'vise à travers la poursuite des bombardements aériens à détruire les potentialités et ressources de la Libye à travers ses infrastructures de base'.

La Libye a entamé ce lundi, rappelle-t-on, le premier jour de Ramadan dans des conditions difficiles.

En effet, les conclusions d'une mission conjointe d'organisations humanitaires des Nations unies qui s'est rendue, récemment dans le pays, ont montré que, six mois après l'opération militaire, le marché libyen connaît une grave crise liée à la disponibilité du carburant, des liquidités bancaires, ainsi que les prémices d'une crise alimentaire, en plus d'une hausse des denrées de première nécessité.

02/08/2011

<http://www.afriquejet.com/libye-ramadan-otan-2011080119672.html>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

1-1 Vidéo - Thierry Maysan - La recolonisation de l'Afrique a déjà commencé

vidéo http://www.youtube.com/watch?v=e1QzTGpLbYI&feature=player_embedded

1-2 Méthode Coué Qui contrôle le port de Brega ?

La presse internationale a largement relayé l'annonce faite par le CNT libyen de la prise de Brega, un port hautement stratégique pour le commerce d'hydrocarbures. Les journalistes présents dans le monde arabe ont immédiatement pu vérifier que cette annonce n'était qu'une intox, simplement en regardant la télévision qui émettait en direct de Brega.

Ils ont pourtant choisi de n'en rien dire.

Comment fonctionne l'AFP en Libye ? En voici un exemple.

Dans une dépêche datée du 19 juillet 2011 [1], l'Agence France Presse annonce : « *Le gros des forces de Kadhafi s'est retiré à Ras Lanouf, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Brega, a déclaré Shamseddine Abdelmolah, un porte-parole des rebelles, précisant qu'il restait 150 à 200 loyalistes bloqués sur le site pétrolier. Brega est complètement sous le contrôle de nos forces, aidées par les tribus et les volontaires, et tout ce qui a été annoncé par le soi-disant Conseil national de transition (organe des rebelles) relève du mensonge et de la désinformation* », a rétorqué lundi soir le porte-parole du régime, Moussa Ibrahim.

Selon lui, les rebelles ont "tenté de reprendre la ville, mais ont été repoussés".

L'AFP n'était pas en mesure mardi matin de vérifier les affirmations des deux camps sur ce point. »

Qui ment ? L'AFP affirme n'en rien savoir.

Or, la télévision nationale libyenne a diffusé toute la nuit des images en direct du centre de Brega permettant de constater, sans possibilité d'erreur, que la ville est contrôlée par les forces nationales.

Pour faire cesser ce spectacle susceptible de démoraliser un peu plus les forces rebelles, l'OTAN a bombardé l'émetteur TV de Brega, mais la diffusion a repris une heure plus tard.

Pour créditer ce qu'elle sait donc être une intox, l'AFP poursuit dans la même dépêche en citant le ministre français de la Défense : « *Je pense profondément que le compte à rebours est engagé et que, dans ce type d'opération, les choses peuvent aller plus vite qu'on ne le pense, a dit M. Longuet dans un entretien télévisé (...).*

Cela bouge sur le terrain.

Des femmes et des hommes qui n'ont jamais été des combattants ont décidé de s'organiser pour ne plus supporter l'autorité militaire et dictatoriale de Kadhafi et cela bouge sur le terrain après c'est vrai des semaines où des gens se sont préparés à ce qui n'était pas leur métier il y a quelques mois encore, a-t-il souligné. »

Le lecteur observera la méthode :

- la nouvelle est annoncée de manière balancée (point de vue de chacun des deux camps) ;

- l'AFP affirme mensongèrement ne pas être en mesure de trancher, renvoyant les deux camps dos-à-dos ;
- l'AFP relaie la propagande du ministre de la Défense sans la questionner. M. Longuet fait part de sa conviction ("On va gagner...") qui peut ainsi se substituer aux faits.

(voir la vidéo sur <http://www.voltairenet.org/Qui-contrôle-le-port-de-Brega>)

[1] « Libye : la rébellion revendique la prise de Brega, contacts diplomatiques », AFP, 19 juillet 2011, 13h14.

Réseau Voltaire | Tripoli (Libye) | 19 juillet 2011

<http://www.voltairenet.org/Qui-contrôle-le-port-de-Brega>

Otan

Raid sur la TV libyenne.

L'Otan a bombardé des émetteurs de télévision à Tripoli tuant trois journalistes, selon un communiqué libyen,

"Trois de nos collègues ont été tués et 15 autres blessés durant l'exercice de leur devoir professionnel en tant que journalistes libyens", a indiqué samedi Khaled Bazilia, le directeur de la chaîne libyenne Al-Jamahiriya diffusant en langue anglaise.

M. Bazilia, qui lisait le communiqué, a qualifié les raids de l'Otan menés dans la nuit de vendredi à samedi d'"acte de terrorisme international", en violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Plus tôt, l'Otan avait annoncé avoir mené une série de frappes de précision contre trois émetteurs de la télévision libyenne afin de "réduire le colonel Kadhafi au silence". Il y a quelques heures, l'Otan a réalisé des frappes aériennes contre trois centres émetteurs satellitaires de la télévision libyenne (...) avec l'objectif d'empêcher le colonel Kadhafi de l'utiliser pour intimider et inciter à mener des actes de violences contre sa population", a expliqué l'Alliance dans un communiqué.

"Nous sommes des employés de la télévision officielle libyenne. Nous ne sommes pas une cible militaire, nous ne sommes pas des commandants de l'armée et nous ne constituons pas une menace pour les civils", a indiqué M. Bazilia.

"Nous avons le droit de travailler dans un environnement sécurisé protégé par le droit national et international", a-t-il ajouté, appelant à une "protection complète de la communauté internationale".

Nouvel Observateur, 30-07-11

2 Les brèves

2-1 France

2-1-2 Alexandre Duyck: La Libye coûte 1,2 million d'euros par jour à la France...

L'intervention militaire en Libye coûte environ un million d'euros par jour au budget de l'État.

Elle est en train de faire exploser l'enveloppe initialement dévolue aux opérations extérieures de l'armée (les "opex" dans le jargon des hauts fonctionnaires).

Bercy avait accordé cette année à la Défense une ligne de 630 millions d'euros pour couvrir les dépenses sur tous les théâtres, notamment en Afghanistan. Le ministère du Budget s'attend à ce stade à un dépassement de 300 à 350 millions d'euros, qui intègre toutes les missions imprévues (Côte d'Ivoire comprise). Les guerres menées par la France aux côtés de ses alliés devraient donc peser, au total, environ un milliard d'euros cette année. Le montant final dépendra de l'issue en Libye. Déjà, l'an dernier, les crédits avaient dû être augmentés de 247 millions d'euros, par rapport à une autorisation initiale de 570 millions.

Qui va payer? Dans l'entourage de Valérie Pécresse, ministre du Budget, on rappelle que la réduction du déficit est un objectif intangible. Les surcoûts militaires seront donc compensés par des suppressions de crédits sur d'autres lignes. Ces coupes ne sont pas encore décidées.

La Défense redoute d'en faire elle-même les frais en devant rogner sur ses programmes d'équipements. À ce jour, les sommes en jeu sont faibles par rapport au budget global de l'État (286 milliards d'euros). À Bercy, on se veut rassurant : "Il ne faut ni surestimer ni surinterpréter ces coûts".

"Le risque..." : 5 mois après, sans autre perspective que de bombarder des stocks de nourritures et des antennes de télé, cela ressemble plutôt plutôt un enlèvement confirmé

JDD, 30 juillet 2011

<http://www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/L-intervention-militaire-en-Libye-voit-sa-facture-exploser-365565/?sitemapnews>

2-2 Grande-Bretagne

2-2-1 Londres débloque les avoirs libyens pour aider les rebelles.

Le Royaume-Uni est prêt à remettre les avoirs d'une compagnie pétrolière libyenne au Conseil national de transition (CNT), a annoncé mercredi à Londres le chef de la diplomatie britannique, William Hague.

"Nous sommes toujours à la recherche de moyens pour soutenir le peuple libyen dans le cadre des restrictions imposées par l'Onu (...). A la demande de la société pétrolière libyenne Arabian gulf oil company, le Royaume-Uni est prêt à débloquer ses avoirs qui se chiffrent à 91 millions de livres", a indiqué M.Hague.

"Cette société opère sous le contrôle du CNT et nous sommes sûrs que ses activités ne vont pas bénéficier à une entité soumise aux sanctions", a expliqué M.Hague.

Mercredi 27 juillet, Londres a reconnu le CNT en tant que gouvernement libyen légitime avant d'expulser tout les diplomates libyens résidant dans le pays.

29 juillet 2011

<http://fr.rian.ru/world/20110727/190278547.html>

2-2-2 Londres reconnaît le Conseil national de transition libyen...

La Grande-Bretagne a officiellement reconnu le Conseil national de transition (CNT) de l'opposition libyenne comme le gouvernement légitime et ordonné le départ des diplomates libyens nommés par Kadhafi à Londres.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a informé que les huit derniers membres du personnel diplomatique désigné par le gouvernement de Moammar Kadhafi devaient quitter le pays.

Le vice-ministre libyen aux Affaires étrangères a qualifié mercredi d'« irresponsable » et d'« illégal » la reconnaissance par la Grande-Bretagne du Conseil National de Transition (CNT) comme seul « *gouvernement légitime* » de la Libye. « *Nous considérons que c'est irresponsable, illégal et viole les lois britanniques et internationales* », a déclaré Khaled Kaaim.

William Hague a également annoncé que Londres dégelait 91 millions de livres sterling (103 millions d'euros ; 150 millions de dollars) en avoirs pétroliers libyens pour aider le CNT, désormais reconnu comme « *l'unique autorité gouvernementale en Libye* ». Il a ajouté que l'opposition avait été invitée à envoyer un ambassadeur à Londres. « *Nous traiterons avec le CNT sur la même base qu'avec les autres gouvernements du monde* », a-t-il dit.

Les Etats-Unis et la trentaine d'autres pays du Groupe de contact sur la Libye avaient décidé le 15 juillet de reconnaître officiellement le CNT comme le gouvernement légitime libyen, comme la France l'avait déjà fait.

La Grande-Bretagne est, avec la France, l'un des principaux participants à la campagne de bombardements aériens menée par l'OTAN en Libye.

L'opposition libyenne basée à Benghazi a pris le contrôle de l'est du pays peu après le début du soulèvement armé contre le colonel Kadhafi en février mais aucun des deux camps ne parvient à prendre un avantage décisif depuis des mois. Les rebelles appuyés par les bombardements de l'OTAN se sont aussi emparés de quelques poches dans l'ouest mais Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, contrôle toujours le reste du pays depuis la capitale, Tripoli.

« *Le temps ne travaille pas pour le régime Kadhafi* », a assuré William Hague, « *nous sortirons de cette situation sur un succès, quel que soit le temps que cela prendra* ». Depuis quelques jours, les Occidentaux suggèrent que le colonel Kadhafi pourrait être autorisé à rester en Libye s'il renonçait au pouvoir. M. Hague et son homologue français Alain Juppé ont souligné que le sort du dirigeant libyen devait être décidé par son peuple.

AFP –

mercredi 27 juillet 2011

3 Dossier

3-1 L'inquiétante fragilité de l'opposition libyenne.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Editorial du "Monde" - 29.07.11 [...]

Les divisions ne sont pas rares au sein d'un rassemblement comme le CNT. Tous les mouvements armés en lutte contre une dictature sont passés par là: querelles idéologiques, jalousies de personnes et autres affrontements de clans.

Coalition hétéroclite et peu structurée, le conseil regroupe pêle-mêle des islamistes, opposants de toujours à Kadhafi, des laïcs, une partie de la bourgeoisie commerçante, des ralliés de fraîche date, les uns et les autres également divisés selon de complexes et vieilles lignes de fracture tribales. L'ensemble est fragile et fait douter des capacités du CNT à exercer le pouvoir.

Assassiné avec deux colonels, également ralliés à la rébellion, le général Younès, ex-ministre de l'intérieur et vieux compagnon de Mouammar Kadhafi, était membre de la tribu des Obeidi, l'une des plus puissantes du pays.

Dès l'annonce de sa mort, des membres armés de cette tribu se sont livrés dans Benghazi à une démonstration de force et d'intimidation à l'encontre d'autres éléments du CNT.

Celui-ci ne peut que sortir affaibli de cette affaire, et cela risque de renforcer la main de Tripoli pour imposer un règlement politique à la rébellion. Car le CNT, s'il n'a cessé de gagner en légitimité internationale, donne toujours l'image d'un mouvement désorganisé: absence de direction politique ferme et capacités militaires limitées, en dépit du soutien de l'OTAN.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/29/l-inquietante-fragilite-de-l-opposition-libyenne_1553987_3232.html

3-1 France

3-1-1 Alexandre Duyck : Pres-de-cinq-mois-apres-le-debut-de-l-offensive-en-Libye-Kadhafi-est-toujours-la...

Quatre mois et demi après le début de l'offensive, la chute de Kadhafi se fait attendre.

La France exhorte ses alliés européens à s'engager davantage. *[mal parti]*

C'était le 19 mars dernier, il y aura bientôt quatre mois et demi : les premiers bombardements sur la Libye, Benghazi sauvé du massacre *[Les "pro-kadafistes" et pseudo-mercenaires lynchés ne comptent bien sûr pas]*, les chars et l'aviation de Kadhafi détruits par l'aviation française *[Quelle fierté!]*. Cent trente deux jours plus tard, aux yeux de nombreux observateurs, la guerre en Libye s'enlise. Certes, Benghazi et Misrata ont été délivrés et sont aux mains des rebelles *["sont aux mains des rebelles", ce qui ne représente pas une délivrance pour beaucoup]*.

Certes, la résistance se rapproche chaque semaine davantage de Tripoli *[combien de mm aujourd'hui?]*, où Kadhafi apparaît de plus en plus isolé. Le Conseil national de transition (CNT), déjà reconnu par la France, l'Allemagne et les États-Unis, l'est aussi, depuis cette semaine, par la Grande-Bretagne et le Portugal. *[cela fera bientôt la Communauté Internationale au grand complet : 15% peut-être de l'ensemble des nations?]*

Son tout nouvel ambassadeur en France devrait être reçu demain par le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. À travers le monde, le dégel des avoirs de Kadhafi *[sic : les fonds souverains du peuple libyen]* se poursuit également, promettant aux rebelles de bénéficier d'un financement considérable. Selon nos informations, Paris devrait ainsi annoncer avant la fin de la semaine la mise à disposition par la France d'environ 250 millions d'euros. L'Otan poursuit de son côté ses frappes : dans la nuit de vendredi à samedi, ses avions ont bombardé le siège de la télévision à Tripoli, afin de "réduire le colonel Kadhafi au silence". Trois personnes ont été tuées et quinze autres blessées lors de l'attaque. *[ces "trois personnes", pas des collègues de cet Alexandre Duyck?]*

D'où vient pourtant cette impression que la victoire sur Kadhafi n'est pas pour demain? Des divisions internes à la résistance libyenne? De ces cités prises puis perdues quelques heures plus tard? Des violences qui perdurent même à l'est du pays? Jeudi, le général Younès, ancien pilier du régime libyen devenu chef d'état-major des rebelles, était assassiné à Benghazi, capitale de la révolution. Trois jours après, les circonstances de sa mort demeurent floues, le CNT évoquant une bande armée dont le chef aurait été arrêté ou encore le colonel Kadhafi. Lequel préfère montrer du doigt Al-Qaida...

"Les efforts consentis vont payer"

De plus en plus en plus circonspects, les États-Unis ont aussitôt demandé aux rebelles de rester unis et concentrés sur leur objectif de renverser Kadhafi. Mardi, le plus haut gradé américain, l'amiral Michael Mullen, avait aussi estimé que l'Otan était actuellement dans une "impasse" en Libye, tout en se montrant optimiste sur le "long terme". Privée d'un appui plus conséquent des États-Unis, qui ont tout de même engagé dans la bataille onze navires et sous-marins, trois bombardiers furtifs B-2 ainsi que des chasseurs F-15 et F-16, la coalition essentiellement franco-britannique s'épuise.

Du côté des militaires, on se veut également rassurant. "Cette guerre est la plus complexe que nous ayons eu à mener depuis longtemps", explique le général Palomeros, chef d'état-major de l'armée de l'air, qui dément toute rupture proche des stocks de munitions, comme cela a pu être écrit. "Nous nous sommes inscrits dans la durée

dès le premier jour", assure-t-il. Le général Palomeros en est persuadé : "Les efforts consentis vont payer." Un autre général français ajoute : "On se rapproche du point de rupture de l'ennemi. Chaque jour qui passe nous rapproche de la victoire sur Kadhafi." *[et vive la méthode Coué]*

<http://www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/Pres-de-cinq-mois-apres-le-debut-de-l-offensive-en-Libye-Kadhafi-est-toujours-la-365743/?sitemapnews>

Alexandre Duyck - Le Journal du Dimanche
dimanche 31 juillet 2011

3-1-2 Le nouveau maillage de la Françafrique.

Côte d'Ivoire-Niger-Libye :

Mercredi 6 juillet, les rebelles libyens ont lancé une offensive vers Tripoli depuis les montagnes du Djebel Nafoussa après avoir reçu de la France un parachutage de fusils-mitrailleurs et de lance-roquettes - une nouvelle violation de la résolution 1973 de l'ONU, et un mauvais exemple que même la Grande-Bretagne a décidé de ne pas suivre, alors que l'opération militaire en Libye est depuis le début conçue par M. Sarkozy comme la première application de l'accord franco-britannique de novembre 2010.

Quelques jours auparavant, en marge du sommet de l'Union africaine en Guinée Equatoriale les 1er et 2 juillet 2011, le nouveau président de la Côte d'Ivoire, Alassane Dramane Ouattara, installé au pouvoir au terme de la

liquidation du parti de Laurent Gbagbo par l'armée française, avait rencontré deux délégations libyennes (la délégation des fidèles du colonel Kadhafi avec à sa tête le nouveau chef de la diplomatie du guide libyen et une délégation de trois membres du CNT conduite par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Abdel Rahman Shalgam). Selon le site CameroonVoice, Ouattara aurait promis l'aide de la Côte d'Ivoire aux insurgés libyens, ce qui pourrait contribuer à insérer la Libye post-Kadhafi dans le maillage de la FrancAfrique rénovée. En Côte d'Ivoire, Paris a nommé en mai dernier comme nouveau tuteur ("conseiller spécial") d'Alassane Ouattara, le colonel Marc Paitier ex-assistant du commandant de la force Licorne en 2004 et 2005. Le ministre de la défense de M. Sarkozy Gérard Longuet était à Abidjan le 27 juin pour préparer un accord militaire qui ne devrait laisser dans le pays que 250 soldats français (pour la protection des ressortissants français) contre 900 aujourd'hui, un objectif qui ne pourra être atteint toutefois que si Alassane Ouattara parvient à surmonter l'anarchie qui s'est instaurée après la disparition des forces de polices au cours de la guerre civile du premier semestre. Pour l'heure celui-ci s'emploie surtout à renverser les derniers vestiges du pouvoir de Laurent Gbagbo et notamment d'obtenir l'arrestation de l'ex-chef des "Jeunes Patriotes" gbagbistes, Charles Blé Goudé, actuellement en fuite, lequel devient aujourd'hui pour beaucoup un symbole de la résistance à l'ingérence française en Côte d'Ivoire.

Il est probable que la France en Côte d'Ivoire se déchargera d'une partie du fardeau sur l'ONU. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Young Jin Choi, a annoncé le 30 juin à Abidjan la création de huit nouveaux camps militaires dans l'ouest du pays, la région la plus ravagée par les violences post-électorales et où persiste un déficit de sécurité. L'ONU devrait investir 2 milliards de F CFA dans la construction de ces camps et la reconstitution de la police et de la gendarmerie, un choix qui indigne ceux qui estiment que la Côte d'Ivoire a d'abord besoin d'aide humanitaire.

Alléger les effectifs militaires à Abidjan permettrait à la France de se reposer davantage sur le nouveau pilier de sa stratégie en Afrique, entre la Côte d'Ivoire et la Libye : le Niger, riche en uranium. Paris s'efforce d'imposer à ce pays un projet d'accord l'autorisant à installer une base militaire permanente notamment pour protéger une mine d'uranium d'Amouraren. Depuis l'enlèvement de sept employés du groupe nucléaire français Areva en septembre 2010, la France dispose au Niger d'un corps expéditionnaire de près de 80 soldats d'élite appuyés par des moyens aériens dont des avions de surveillance et de reconnaissance. Le président nigérien Mahamadou Issoufou du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (proche du parti socialiste français) ne cesse de répéter qu'il n'y aura pas de base permanente sur son territoire.

Elu avec une large majorité président de la République en mars 2011, cet ancien opposant à la dictature présente un profil atypique dans l'Ouest africain. A peine élu, il a précisé à propos de la guerre en Libye que son pays respecterait le principe de non ingérence dans les affaires des pays voisins. Puis au dernier sommet des chefs d'Etat africains il a souligné qu'en ce moment, son pays pâtit surtout du conflit entretenu par les Occidentaux qui coûte à l'économie nigérienne des milliards de francs CFA entre les revenus perdus sur les transactions commerciales et les mandats envoyés jadis par les plus de 200.000 Nigériens travaillant en Libye qui ont du retourner dans leur pays. Sa capacité à résister aux pressions françaises sera un test pour le nouveau dispositif franc-africain fondé sur la militarisation du continent noir en vue du contrôle de ses ressources. - Partager _ _ _

3-1-3 Eva R-sistons : France : Guerre humanitaire ou "sale" pour la domination du monde.

"Avec moi, c'est le changement !" a promis Hollande.

Et il l'a prouvé aussitôt en votant pour la continuité des guerres sales (Libye, Afghanistan..).

Installer la démocratie en bombardant :

"Démocratie irréprochable" ?

Ou démonNcratie ?

"On va sortir du borbier lybien par la diplomatie" nous chantent les Médias.

Laquelle ? Celle des diplomates musclés comme l'homme de Sarkozy en Tunisie ?

"La guerre ne répond jamais aux enjeux du vivre ensemble"

("Ca vous regarde", LCP, J.P. Lecoq, PC)

Au début de la guerre contre la Libye, j'ai écrit : Attention ! Kadhafi dérange car il est un non-aligné ! En triant mes archives pour mon futur démenagement, je venais en effet de trouver un "Dossier et Documents" du Monde, ancien, comprenant des articles sur tout ce que le dirigeant libyen a entrepris pour moderniser son pays, en faire un Etat prospère (Education, Soins, accueil de migrants - presque la moitié de la population -, subvention des produits de première nécessité, promotion des femmes, etc) et même aider les pays africains. En réalité, Kadhafi, révolutionnaire romantique, influencé par Nasser, rêvait d'abord de pan-arabisme, puis de favoriser le "pan-africanisme". Au lieu d'offrir les ressources pétrolières du pays aux Compagnies occidentales, moyennant leur reconnaissance sonnante et trébuchante, le dirigeant libyen a préféré nationaliser - et élever le niveau de vie de son peuple. Bref, il dérangeait ! C'est la vraie raison de cette guerre sale et banalement coloniale contre Kadhafi, contre un homme qui, de surcroît, avait osé fermer les bases américaines.

Il ne s'agit en aucun cas de protéger les populations, mais de faire main-basse sur le pays, d'y installer un pantin soumis et aussi des bases militaires - à l'heure, justement, où les "Révolutions arabes" inquiètent les Occidentaux. Derrière cette sale guerre comme derrière l'Irakienne (et toutes les autres, d'ailleurs) il y a évidemment la main d'Israël, le principal déstabilisateur de la planète avec Anglais et Américains et - désormais -

les Français. N'oublions pas, à ce sujet, le rôle de BHL, d'ailleurs une rumeur circule : Il souhaiterait se porter candidat à la Présidence d'Israël. Vrai, ou faux ? Significatif, en tous cas...

Quels sont donc les enjeux de cette sale guerre impérialiste ? Outre le pillage des ressources et le contrôle des révolutions arabes voisines, la future conquête du continent africain et de ses richesses, au détriment des Etats souverains et des populations locales. C'est un CRIME de plus de l'Occident, maquillé en guerre humanitaire, avec l'aide des Médias collabos.

Ce qu'il faut retenir, surtout, c'est que Sarkozy, placé à la tête de la France par Israéliens et Anglo-Saxons (en faisant croire aux Français qu'ils avaient le choix entre deux candidats alors que tout a été fait pour déconsidérer Ségolène Royal), conduit la France dans une politique étrangère diamétralement opposée à la sienne, d'essence gaullienne, pour l'aligner sur celle de l'Empire, au détriment de notre indépendance et de nos traditions. L'Histoire jugera cette haute trahison... comme celle d'un PS qui promet le changement, et qui, en réalité, cautionne la politique néo-conservatrice de Sarkozy, clone de Bush. Nous n'avons rien à attendre d'un tel PS ! Et avez-vous vu l'image de N. Dupont-Aignan bâillonné, au Parlement, empêché d'exprimer l'autre voix de la France ? Tout cela est minable. La liquidation de la France, avec l'UMP comme avec le PS, est en marche !

Et la deuxième chose que je voudrais souligner, c'est la direction que l'UMPS a donnée à la France, en matière de politique étrangère. Non seulement aux antipodes de celle du GI de Gaulle, mais dans la droite ligne de la honteuse politique d'ingérence de notre Dr Jekyll and M. Hyde, le très néoconservateur Bernard Kouchner. Ce faux humaniste, ce faux humanitaire, est un authentique va-t-en guerre animé d'une idéologie messianique qui rappelle étonnamment celle des pires Républicains américains. Avec les conséquences que l'on sait pour les peuples, sacrifiés aux intérêts financiers et industriels assassins de l'Occident criminel. Il faut démasquer les impostures, qu'il s'agisse de faux prétextes de guerres ou de faux humanitaires !

Cette guerre est une guerre Otanesque de plus, pour la domination du monde et de ses ressources vitales. Ses promoteurs devraient se retrouver devant la CPI - comme peut-être un jour le sieur Bush, si la plainte d'une Association de Défense des Droits de l'Homme se concrétise...

L'Occident persiste et signe. Dans le mensonge et les crimes ! Le véritable Axe du Mal est Anglo-Américain-Israélien et Français. Ce sont les vrais Etats terroristes de la planète ! Ils dévastent la planète et ils hypothèquent l'avenir de l'humanité...

[Eva R-sistons](#)

3-1-4 Gilles Munier : Guerre de Libye: du sang sur les mains des députés français.

François Fillon a déclaré le 15 juillet dernier, à Abidjan, que la « Françafrique » est un « logiciel dépassé ». Pour les faucons anti-Kadhafi, ceux qui s'opposent à l'intervention française en Libye sont des adeptes d'un tiers-mondisme suranné. Après le vote massif des députés – et des sénateurs - pour la poursuite de l'opération Harmattan, on est en droit de se demander si leur soutien sans nuance doit être interprété comme un blanc-seing donné à de futures guerres « humanitaires » en Méditerranée ou en Afrique. Radiographie d'un scrutin digne du temps des colonies.

Comme il fallait malheureusement s'y attendre, les députés ont « autorisé », le 12 juillet dernier, à une écrasante majorité, la prolongation de l'intervention militaire française en Libye (1). Aucun n'a posé de questions sur les préparatifs précédant la guerre ni ses buts réels. Ils auraient sans doute été moins nombreux si certains avaient pris la peine de visiter les hôpitaux de Tripoli et s'étaient entretenus avec les familles des victimes civiles, car le bilan des bombardements de l'OTAN est épouvantable.

Le 13 juillet, le procureur général libyen, Mohammed Zikri al-Mahjoubi, a en effet annoncé que plus de 1 100 civiles ont été tués et 4500 autres blessés depuis le 19 mars. Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN (2), a réfuté l'évaluation au prétexte que la parole d'un dirigeant libyen est sujette à caution. Tout comme les médias-mensonges contredits par les enquêtes d'ONG des droits de l'homme – les 6 000 victimes civiles de la répression du régime, les mercenaires étrangers, le viagra distribué aux soldats pour violer les femmes des rebelles... etc – les évaluations libyennes ne seront déclarées fondées, ou non, que si une délégation indépendante les vérifie.

Un engrenage dramatique et coûteux

Jean Bardet a été le seul député UMP à oser voter contre la poursuite de l'intervention militaire. Président du Groupe parlementaire d'Etude France-Palestine, il est connu, notamment, pour s'être opposé à l'embargo de l'ONU contre l'Irak. A droite, René Couanau, maire de Saint-Malo, qui a quitté l'UMP en avril dernier, a fait de même. Le gaulliste Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, a également voté contre la guerre, après s'être bâillonné avec son écharpe tricolore, pendant le discours du Premier ministre François Fillon, pour protester contre le refus du gouvernement de donner la parole aux députés indépendants des grands partis. Lui qui s'était déclaré favorable au but affiché de l'intervention militaire – protéger les populations civiles de Cyrénaïque – s'est rendu compte que « les rebelles ne sont pas les forces démocratiques comme on l'a prétendu au départ ». « En Libye », dit-il maintenant, « on est parti dans un engrenage dramatique pour la France » (3). Il a dénoncé, sur RTL, « un fiasco qui va coûter une fortune au contribuable français ».

Bien que Marine Le Pen se soit prononcée clairement contre cette guerre « absurde, meurtrière et coûteuse », « qui n'est pas dans l'intérêt de la France », la quarantaine de députés de la Droite populaire - courant UMP créé pour contrecarrer la montée électorale du Front national - n'ont pas, cette fois, récupéré son analyse (4). L'Elysée l'aurait mal pris. Il est vrai que la présidente du FN, veut qu'on mette un terme à l'intervention « tout de suite », et affirme carrément que Sarkozy l'a lancée dans « un but bassement électoraliste ».

Dans le camp gaulliste, la signification des embardées tacticiennes de Dominique de Villepin est difficile à décrypter. En mars, il avait salué, au nom de son mouvement République Solidaire, « l'engagement de la communauté internationale à

travers la résolution 1973 ». Il préconisait alors « une détermination sans faille pour obtenir le retrait du colonel Kadhafi et des siens » (5). Quatre mois plus tard, voilà qu'il prône « la poursuite de l'action en Libye sous conditions », et demande que l'on revienne « à l'esprit originel de cette intervention qui était militaire, avec un objectif humanitaire (...) et en aucun cas de s'engager dans une guerre avec un objectif politique de renversement du régime du colonel Kadhafi » (6). Parmi ses proches, François Goulard, député non-inscrit, a donc voté... pour la prolongation de l'intervention, mais avec des réserves. Inaudible !

Les communistes exigent un cessez-le-feu

A gauche, Jean-Michel Boucheron (PS), sans la moindre gêne, a salué « la grande technicité de nos opérations aériennes, ce qui permet de n'avoir que très peu de dommages collatéraux » et, dans la foulée, 154 députés de son groupe ont approuvé la poursuite des opérations... « en toute responsabilité ». Sept se sont tout de même abstenus. Henri Emmanuelli, ancien ministre de François Mitterrand, a voté contre la guerre. C'est son côté « gaulliste », a-t-il dit, sur le site Marianne 2 (7). Julien Dray, autre député PS, a justifié son refus de prendre part au scrutin, en écrivant sur son blog que la poursuite du conflit « ne fera que générer un peu plus de chaos dans la région. Cela porte un nom : l'enlèvement, le borborygme, concepts bien connus des Américains » (8).

Les députés communistes, opposés depuis le début à la guerre de Libye, ont évidemment tous voté contre, exigeant - par la voix de Jean-Jacques Candelier - « l'établissement immédiat d'un cessez-le-feu multilatéral ».

Pour toute réponse Alain Juppé a qualifié son intervention de « magnifique exercice de langue de bois ». Après avoir applaudi les bombardements, Jean-Luc Mélançon, député européen désigné par le PCF candidat du Front de Gauche (9) à la présidentielle de 2012, a finalement convenu que la Libye subit une agression impérialiste et que l'OTAN n'a rien à y faire (10). Mieux vaut tard que jamais, mais son tête-à-queue politique ne fait pas oublier qu'il s'est tu, en 2002, quand Jacques Chirac et Lionel Jospin - dont il était ministre - ont envoyé des troupes françaises en Afghanistan (11).

Comprenez qui pourra : chez les écologistes, Noël Mamère et François de Rugy ont voté pour, « sans que ce soit un chèque en blanc » donné à Sarkozy. Leurs collègues, Yves Cochet et Anny Poursinoff, contre. L'ex-juge Eva Joly, leur candidate à la présidentielle de 2012, qui joue maintenant les antimilitaristes en préconisant la suppression du défilé du 14 juillet, tenait en juin des propos va-t-en-guerre forcenés. Elle se disait « à 100% » pour l'intervention en Libye et même pour l'envoi de troupes au sol (12)...

Comme l'a remarqué Henri Emmanuelli, le « droit de protéger » introduit dans la résolution 1973, c'est à dire de s'ingérer dans les affaires des autres pays, « ne s'applique qu'aux adversaires de l'OTAN ». L'empressement mis par Sarkozy pour renverser le Guide libyen, ont plus à voir avec son irrépressible envie de doubler ses partenaires occidentaux désireux d'étouffer les révolutions arabes, qu'avec l'essor de la démocratie en Méditerranée. Le devenir du colonel Kadhafi, la rédaction d'une nouvelle constitution, l'organisation d'élections, la formation d'un gouvernement, les exportations de pétrole et le choix d'alliances internationales, sont des domaines de souveraineté. Ils ne concernent que les Libyens.

(1) Scrutin public sur la déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées en Libye pour la mise en oeuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU.

A l'Assemblée nationale : Nombre de votants : 516 - Nombre de suffrages exprimés : 509 - Majorité absolue : 255 - Pour l'adoption : 482 - Contre : 27.

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/scrutins/jo0786.asp>

(2) Libye/Otan : Rasmussen rejette des accusations de crimes de guerre

http://www.romandie.com/news/n/LibyeOtan_Rasmussen_rejette_des_accusations_de_crimes_de_guerre140720111707.asp

Rappel : Ancien Premier ministre danois, Rasmussen est connu pour avoir défendu le droit à la publication des caricatures du prophète Muhammad, parues dans le quotidien Jyllands-Posten en septembre 2005.

(3) Nicolas Dupont-Aignan : « En Libye, on est parti dans un engrenage dramatique pour la France »

<http://www.rtl.fr/actualites/international/article/nicolas-dupont-aignan-en-libye-on-est-parti-dans-un-engrenage-dramatique-pour-la-france-7702086302>

(4) Analyse de Marine Le Pen - 27/5/11

<http://www.youtube.com/watch?v=ZUCs4Y8Ci7M>

(5) Communiqué de Dominique de Villepin

<http://www.republiquesolidaire.fr/7490-libye-resolution-1973-communique-de-dominique-de-villepin/>

(6) Déclaration de Dominique de Villepin

<http://2villepin.free.fr/index.php/2011/07/10/1961-dominique-de-villepin-sur-europe-1>

(7) Emmanuelli: « En Libye, nous faisons la guerre. Je suis contre! » (Marianne 2 - 8/7/11)

http://www.marianne2.fr/Emmanuelli-En-Libye-nous-faisons-la-guerre-Je-suis-contre_a208213.html

(8) <http://juliendray.blogspot.com/2011/07/pourquoi-je-nai-pas-pris-part-au-vote.html>

(9) Le Front de gauche comprend le Parti communiste, le Parti de gauche et diverses organisations communistes.

(10) Déclaration de Jean-Luc Mélançon (L'Humanité - 23/3/11)

(11) Comme Nicolas Sarkozy avec l'intervention en Libye, Jacques Chirac et Lionel Jospin avaient invoqué un prétexte humanitaire en 2002 pour envoyer des troupes dans la région de Mazar-e-Charif, au nord de l'Afghanistan. Le débat parlementaire organisé à la demande de Jospin, n'avait pas été suivi d'un vote, Chirac l'ayant refusé. L'armée française est toujours en Afghanistan, alors que le candidat Nicolas Sarkozy avait laissé entendre, en 2007, qu'il fallait se désengager.

(12) Tchat avec Eva Joly (Rue 89 - 8/6/11)

Source : France Irak

Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

3-1-5

Gilles Munier : Libye : les déboires de Sarkozy ne font que commencer

Gilles Munier

Interview de Gilles Munier - Le Jeune Indépendant (Alger) - 7 juillet 2011

Gilles Munier, écrivain et journaliste connu pour son soutien à la résistance irakienne et à feu la politique arabe du général de Gaulle, revient de Libye pour témoigner des malheurs provoqués, selon ses termes, par « la guerre de Sarkozy ».

Ce qui se passe dans ce pays, dit-il, n'a rien d'un « Printemps arabe », c'est une « agression néo-coloniale ».

Depuis la chute de Zine el-Abidine Ben Ali, ajoute-t-il, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne « rivalisent d'influence pour allumer ici et là des contre-feux réactionnaires, partout dans le monde arabe ».

Q - En Tunisie et en Egypte – pour ne parler que de ces pays - on n'a pas vu un seul drapeau américain brûler dans les manifestations, alors que les dictateurs conspués étaient des alliés des Etats-Unis et de l'Europe. Comment l'expliquez-vous ? On n'a pas vu brûler de drapeaux américains - ou israéliens - parce que les caméras des chaînes de télévisions ne les ont pas filmés. Au Caire, des portraits de Gamal Abdel Nasser ont même été brandis. Les agents et touristes israéliens qui se trouvaient en Egypte et en Tunisie ont été rapatriés d'urgence sur des vols spéciaux affrétés par le Mossad.

Je ne suis pas seul à penser que ce qui caractérise les premiers soulèvements populaires arabes – à Tunis, Le Caire, Rabat, Manama – est la remise en cause de la tutelle qu'exerce les Etats-Unis sur ces pays. Pour préserver leurs intérêts, les Occidentaux tentent d'accompagner les mouvements de révolte en rétro-pédalant. Parallèlement, ils attaquent les régimes ont toujours contesté leur suprématie, comme la Libye et la Syrie. Demain, ils s'en prendront peut-être à l'Algérie. Les livraisons d'armes aux rebelles berbères du Djebel Nefoussa, en Libye, n'ont pas seulement pour objectif secondaire de couper la route Tripoli-Djerba au niveau du port de Zaoura - peuplé en grande partie de Berbères - elles sont aussi un message envoyé à Alger.

Q : Lequel ?

L'Algérie n'est pas à l'abri des menées déstabilisatrices occidentales, coordonnées ou non avec Israël. Du temps du Président Boumediène, Giscard d'Estaing a livré des armes à des activistes en Kabylie. Cela pourrait bien se reproduire.

Q- Vous venez de rentrer de Libye, quel état des lieux faites-vous ?

Ce qui se passe en Libye n'a rien à voir avec les « printemps arabes », c'est une opération de type néo-coloniale. Nicolas Sarkozy l'a initiée en pensant renverser Kadhafi en une quinzaine de jours. Il voulait faire d'une pierre deux coups : montrer aux électeurs du Front National que la France était toujours capable de « casser de l'Arabe », et se tailler une part du gâteau pétrolier et gazier libyen.

Plus d'un millier de civils sont morts sous les bombardements de l'OTAN, mais la Libye résiste vaillamment. Je ne suis pas allé sur le front, mais j'ai vu les destructions et visité un hôpital. C'est terrible... La destruction de l'usine de fabrication d'oxygène de Maya, le 11 juin, va mettre la Libye en situation de rupture de stock de gaz anesthésiants. Que vont devenir les blessés, les bébés dans les incubateurs des 91 hôpitaux qu'elle approvisionnait ? On nous cache l'embargo alimentaire et médicale imposé à la Libye, contraire aux résolutions injustes votées par la soi-disant communauté internationale, c'est-à-dire par des gouvernements représentant 10% de la population mondiale.

Pour sortir du conflit, je ne vois que la négociation. Tous les opposants armés ne sont pas à mettre dans le même sac. Un terrain d'entente est possible avec ceux qui ne sont pas manipulés par les services secrets occidentaux. Mais, Sarkozy ne veut pas entendre parler de référendum en Libye.

Q - La poursuite de Sarkozy devant les instances judiciaires internationales pour crime de guerre a-t-elle des chances d'aboutir ?

Un certain nombre de problèmes juridiques sont à résoudre car il n'y a pas de jurisprudence en la matière. Mais, Jacques Vergès et Roland Dumas iront jusqu'au bout. En France, Nicolas Sarkozy est protégé par la loi, mais pas au niveau international. Le dépôt d'une plainte pour crime contre l'humanité va gêner sa campagne pour la réélection. Aujourd'hui, 51% des Français sont contre la guerre. Dernièrement, un employé municipal a agressé Sarkozy pour protester contre l'intervention française en Libye. Ses déboires ne font que commencer.

Q - Que pouvez-vous dire sur la situation en Syrie ?

Le président Bachar al-Assad n'a pas pu mettre en oeuvre les réformes promises lors de son arrivée au pouvoir en raison des pesanteurs que génère inévitablement un système à parti unique. Son opposition, Israël et les Occidentaux en ont profité. Comme en Libye, des agitateurs s'emploient à transformer l'expression de revendications légitimes en lutte armée, en guerre civile. Le retour au calme est la condition sine qua non à l'ouverture de discussions pour faire évoluer la société syrienne. Sinon, le pire est à craindre. A noter qu'Israël souhaite, depuis toujours, partitionner le monde arabe en un puzzle de mini-Etats à caractère ethnique ou religieux.

Q- Qu'est-ce que ces événements nous apprennent sur Al-Jazeera ?

Al-Jazeera n'est pas plus indépendante ou objective que TF1 en France et Fox News aux Etats-Unis. Ces chaînes de télévision sont des machines à bourrer les crânes. Les journalistes qui refusent de se transformer en propagandistes sont licenciés. En Libye ou en Syrie, Al-Jazeera diffuse des fausses nouvelles. L'Emirat de Qatar, occupé par des bases militaires américaine et française, est mal placé pour donner des leçons de démocratie ou de déontologie médiatique. D'ailleurs, Al-Jazeera se garde bien de couvrir l'actualité au Qatar où une opposition existe et est réprimée. Au Bahreïn, elle fait passer les chiïtes pour des pestiférés, agents de l'Iran, alors que les revendications populaires sont aussi portées par des mouvements politiques sunnites, nationalistes, républicains. Regardez Al-Jazeera en anglais, vous vous apercevrez également qu'un même sujet est traité autrement que sur la chaîne arabe.

Q : Dernière question, mais sur un autre sujet : pensez-vous que le lobby sioniste a joué un rôle dans la libération de DSK aux Etats-Unis ?

Certainement, sinon qu'allait faire son avocat, Benjamin Brafman, en mai, en Israël ? L'AIPAC, le lobby pro-israélien

américain ne pouvait pas laisser tomber un de ses membres les plus éminents au niveau international. Avant d'être accusé de viol, DSK qui se voyait déjà président de la République, a dit à des journalistes de Libération qu'une de ses erreurs avait été de déclarer que tous les matins, en se levant, il se demandait ce qu'il allait faire pour Israël ! Il craignait qu'on le lui rappelle pendant la campagne présidentielle. En tout cas, violeur ou pas, la libération de DSK est du pain béni pour la campagne de Marine Le Pen.

Q : Après Rafarin, Chevènement, Juppé, le président de l'Union de la majorité présidentielle française (UMP), Jean-François Copé, débarquera à Alger dans deux jours. Comment expliquez-vous ce ballet diplomatique, alors que beaucoup de problèmes subsistent entre les deux capitales ?

Face aux visées américaines, la France considère l'Algérie comme faisant toujours partie de son pré-carré.

Ces hommes politiques ont, chacun, une mission différente. Mais, tous sont inquiets des répercussions de la guerre contre la Libye sur le Maghreb. Ceux qui sont membres de l'UMP voudraient bien que l'Algérie laisse tomber Kadhafi. Chevènement, lui, est un homme honnête et de bon conseil.

Mais aucun d'entre eux ne sait ce que le «cabinet noir» de Sarkozy mijote. L'intervention militaire en Libye ne l'a pas fait progresser dans les sondages.

Une petite crise avec l'Algérie, pensent certains, lui permettrait peut-être d'engranger les voix des nostalgiques de «l'Algérie-française» qui votent Front national. A l'Elysée, on en est là.

Gilles Munier

Entretien réalisé par Samir Méhalla

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

3-2 Grande-Bretagne

3-2-1 La GB expulse tous les diplomates libyens en poste à Londres .

La Grande-Bretagne a officiellement reconnu le Conseil national de transition (CNT) de l'opposition libyenne comme le gouvernement légitime et annoncé l'expulsion du personnel restant de l'ambassade de Libye à Londres.

Le ministère des Affaires étrangères a précisé que le chargé d'affaires libyen avait été convoqué mercredi matin et informé de ce que les huit derniers membres du personnel diplomatique devaient quitter le pays. Le CNT prendra possession de l'ambassade de Libye à Londres.

Un parti politique voit le jour à Benghazi

Pour la première fois depuis des décennies, un parti politique a vu le jour en Libye: né cette semaine à Benghazi dans l'Est contrôlé par les rebelles grâce à l'initiative d'expatriés libyens, il se veut un précurseur dans la voie vers la démocratie.

"Nous nous appelons le Parti de la Nouvelle Libye parce que tout a été détruit", déclare Ramadan Ben Amer, l'un des co-fondateurs du parti dans un entretien à l'AFP. Le colonel Mouammar "Kadhafi dit qu'il a construit la Libye pierre après pierre, mais, notamment à Benghazi, il l'a détruite pierre après pierre".

D'après cet homme de 53 ans, installé aux Emirats arabes unis, 2.000 personnes ont déjà rejoint la nouvelle formation. La plupart habitent Benghazi, sa ville natale, et Derna, celle de Rajad Mabrouk, 65 ans, l'autre fondateur du mouvement, qui vit à Dallas, au Texas.

La Nouvelle Libye, précise-t-il, est soutenue par quelque 20.000 expatriés vivant aux Etats-Unis, au Canada ou en Allemagne.

Ingénieur en pétrochimie formé en Californie, Amer souligne que son parti souhaite une démocratie fédérale, avec une séparation claire entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, sur le modèle américain.

Selon lui, il s'agit du meilleur système pour assurer le développement du tourisme et la gestion des ressources pétrolières.

"Réformer et développer le secteur pétrolier, de même que les énergies alternatives", notamment solaires dans ce pays ensoleillé 365 jours par an, fait partie des priorités du nouveau mouvement, suivies du système de santé et de la sécurité sociale.

Le Parti de la Nouvelle Libye souhaite l'abrogation de tous les impôts, au premier rang desquels l'impôt sur les revenus.

Sa plate-forme, comme souligné dans un dépliant en papier glacé, promeut également l'égalité des droits, la participation des femmes et des jeunes dans la société, la protection des minorités et la limitation du rôle des tribus, des "entités sociales" qui "ne devraient pas être considérées comme des corps politiques".

La Libye, secouée depuis cinq mois par une révolte populaire contre Mouammar Kadhafi qui s'est transformée en conflit armé, devrait devenir un Etat musulman séculier, où la relation à Dieu serait considérée comme une affaire personnelle, ajoute Amer.

Son groupe est, selon lui, le premier à se présenter comme un parti politique (hezb en arabe) en Libye. Ces derniers sont interdits depuis 1977 dans le pays, dirigé d'une main de fer par le colonel Kadhafi depuis plus de 40 ans.

"Il existe des associations, notamment caritatives, des clubs qui portent en eux des germes de partis politiques, mais aucun ne s'est présenté en utilisant le mot +parti+", explique-t-il.

"Il s'agit du premier parti politique à se déclarer", confirme à l'AFP Abeir Imneina, experte politique à Benghazi. Plusieurs groupes de travail ayant émergé autour du Conseil national de transition (CNT), organe politique de la rébellion basé à Benghazi, pourraient, selon elle, le faire également dans un futur proche. Un certain nombre tiennent déjà des réunions pour délimiter leurs objectifs et recruter des membres.

"Les déclarations sont un premier pas qui aide à vous faire connaître", dit-elle.

Pour autant, souligne Abeir Imneina, "il n'y a pas encore de loi régissant les partis politiques et aucun parti ne peut donc exister de manière officielle pour le moment".

27/07/2011

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/la-gb-expulse-tous-les-diplomates-libyens-en-poste-a-londres/id-menu-957.html>

3-3 Otan 3-3-1 L'Otan perd des forces en Libye

La Norvège met officiellement fin lundi à sa participation aérienne tandis que l'Italie rapatrie son porte-avions Garibaldi. Oslo a expliqué qu'elle n'était pas en mesure de continuer plus longtemps une mission aussi lourde. Les pays de l'Otan essaient d'achever le plus vite possible et victorieusement leur mission aérienne en Libye, mais ils doivent le faire avec des moyens réduits après le retrait des chasseurs engagés par la Norvège et d'un porte-avions italien. La Norvège, l'un des huit pays de l'Otan à avoir pris part depuis quatre mois à l'opération "Protecteur unifié", met fin officiellement à sa participation à la mission aérienne lundi. Dans les faits, ses quatre derniers chasseurs F-16 engagés devaient effectuer ce week-end leurs dernières sorties, Oslo ayant expliqué qu'elle n'était pas en mesure de continuer plus longtemps une mission aussi lourde. Certains pensaient que l'intervention en Libye, lancée en février pour protéger les populations civiles des attaques des troupes du colonel Kadhafi, ne durerait que quelques semaines.

Mais le vieux leader libyen, au pouvoir depuis 1969, s'est accroché plus longtemps que prévu, malgré les milliers de sorties aériennes qui ont fortement dégradé ses moyens d'action. Les alliés ont donc entrepris d'ajuster leur tactique militaire et leurs messages diplomatiques : ces derniers jours, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont laissé entendre que Muammar Kadhafi pourrait rester dans son pays, à condition qu'il cède tous ses pouvoirs. Selon l'Otan, le départ des chasseurs norvégiens n'affectera pas le rythme de l'opération aérienne, actuellement d'une centaine de sorties par jour, dont la moitié pour frapper. Un raid a visé samedi trois antennes de la télévision libyenne pour tenter de réduire Kadhafi au silence.

"Confusion totale"

"Nous avons toujours dit qu'une solution politique était nécessaire pour mettre fin à la crise, mais nous avons également dit que nous continuerions notre opération militaire aussi longtemps que nécessaire", a expliqué une porte-parole de l'Otan, Carmen Romero. "Kadhafi ne peut pas jouer la montre contre nous", a-t-elle ajouté.

Londres a renforcé sa contribution en ajoutant quatre chasseurs Tornado, compensant dans les faits le retrait des avions norvégiens. Ils voleront au côté des avions déployés par la France, le Canada, la Belgique, le Danemark, l'Italie et les États-Unis.

Mais des officiers britanniques ont averti que leurs forces armées, présentes en Libye et en Afghanistan, risquaient elles aussi d'atteindre leurs limites. D'autant que l'Italie a rappelé son porte-avions Garibaldi et décidé cette semaine de réduire drastiquement ses missions militaires à l'étranger. L'impatience monte donc chez les alliés, alors que le plus haut gradé américain a estimé que l'Otan était actuellement dans une "impasse" en Libye. "À long terme, je pense que c'est une stratégie qui fonctionnera (et permettra) de chasser Kadhafi du pouvoir", a toutefois affirmé l'amiral Michael Mullen.

L'idée que Muammar Kadhafi puisse rester en Libye, dans un "oasis dans le désert", est rejetée par les rebelles. "Ça tourne à la confusion totale", a confié Alexis Crow, du centre d'études londonien Chatham House. Les alliés, explique-t-elle, n'ont jamais été clairs à propos du sort final du colonel Kadhafi, certains pays étant réticents à l'idée de réclamer son départ.

La cohésion de l'Otan sera à nouveau mise à l'épreuve en septembre, lorsque s'achèvera le second mandat de 90 jours dont elle dispose. Les États-Unis ont fait circuler l'idée d'un nouveau mandat à l'Otan, qui ne serait cette fois pas limité dans le temps, selon des sources proches des discussions. "Cela mettrait nos procédures en phase avec notre message, à savoir que nous resterons aussi longtemps que nécessaire", explique un responsable de l'Otan. Un tel mandat à durée indéterminée est cependant loin d'être acquis, certains pays devant le faire approuver par leurs parlements.

Le Point.fr - 31/07/2011

http://www.lepoint.fr/monde/l-otan-perd-des-forces-en-libye-31-07-2011-1358184_24.php

3-3-2 Allain Julles : Le nouveau plan diabolique de l'Otan.

Alors que tout va mal sur le terrain, les membres de l'Otan envisagent le pire pour la Libye. En accentuant les bombardements sur la résidence de Mouammar Kadhafi, seule alternative selon les experts en massacre pour s'en tirer à bon compte, ne sachant finalement pas si le colonel vit encore sur place ou chez l'habitant, l'Otan veut procéder de la manière la plus brutale qui soit, en se vengeant sur le peuple libyen, le vrai, celui resté fidèle à Mouammar Kadhafi.

Alors que les Nations unies, instigatrices de ce complot morbide contre la Libye ne savent plus comment s'en sortir, elles ont envoyé sur place, une mission conjointe d'organisations humanitaires (Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour les populations (FNUAP), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation internationale des migrations (OIM)), qui s'est rendue à Tripoli, la capitale de la Libye et d'autres zones du pays. Constat amer. Les populations civiles n'ont pas accès aux soins de santé où souffre de pénurie de nourriture à cause des bombardements...

Alain Juppé et son homologue britannique M. Hague, ont annoncé conjointement, hier, que les bombardements allaient se poursuivre car, selon eux, la méthode est entrain de payer. Kadhafi serait donc dos au mur et par conséquent, il faut appuyer encore plus, même pendant la période de Ramadan. Mais, il y a pire. C'est la mise en place progressive d'un blockhaus assassin. De véritables méthodes scélérates et criminelles. Pis, ces derniers ont même annoncé qu'ils bombarderont désormais des centres civils, si des pro-Kadhafi s'y trouvent. Une façon de justifier in fine, en mentant toujours comme des arracheurs de dents, la destruction des hôpitaux, des Mosquées et des universités. Guerre humanitaire ?

Or, aujourd'hui, dans les besoins urgents, figurent la nécessité de soigner les personnes blessées par l'Otan et les renégats de Benghazi dans les conflits, le retour en principe des réfugiés (plus d'un million de personnes). Les services de santé sont débordés et la situation sanitaire s'est considérablement aggravée par le fait que de nombreux membres du personnel médical étranger ont quitté le pays depuis le début de la crise et que des fournitures sanitaires et les médicaments commencent à manquer. Les grandes victimes : les femmes et les enfants souffrant de graves problèmes psychosociaux.

Malgré tout ça donc, l'Otan a décidé d'aider les galopins de Benghazi, pour que ceux-ci bloquent les livraisons de toutes les denrées alimentaires pouvant entrer à Tripoli pendant la période de Ramadan. Qu'ont-elles fait pour mériter ça ? Ainsi, les régions de Al-Khoums, de Zletan à l'est de la capitale, de Tajoura et de Zaouia seront fortement attaquées, même les convois des denrées alimentaires. Asphyxier, tuer des populations civiles pour qu'elles se soulèvent contre Mouammar Kadhafi desservira forcément les vendus de Benghazi à termes car, le peuple aime Kadhafi à...70%. Si même Jésus n'a pas fait l'unanimité, quel homme peut prétendre le contraire ? Tout ceci, pour avoir du pétrole et du gaz gratuitement. Dans cette guerre prétendument humanitaire, le temps pour Kadhafi, dans la mesure où le monde entier sait désormais, à moins de porter des œillères et d'être autiste, que c'est bel et bien une guerre de prédation injustifiée. Quant aux crimes de plus en plus nombreux de l'Otan, que fait donc Luis Ocampo-Moreno, procureur raciste et instrumentalisé de la Cour pénale internationale (CPI) ? J'étais invité le 24 juin dernier sur la chaine francophone Télésud pour parler de la guerre en Libye. Sans apporter un quelconque soutien à Mouammar Kadhafi, la vision était simplement de dénoncer une fausse guerre.

Plus dure sera la chute de l'Otan ! Chiche

Allain .Julles

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19